

# La guerre des radios sera-t-elle religieuse ?

**Guinée-Bissau** Principal moyen d'information, elles sont parfois au service d'intérêts douteux.

**Reportage Antonio Pacheco en Guinée-Bissau**

**D**epuis mars 2009, les morts violentes s'étaient succédé à la tête de l'Etat bissau-guinéen: assassinat rituel du président Nino Vieira pour venger un attentat à la bombe contre le commandant des forces armées Tagma na Wai; disparitions et assassinats de personnalités politiques; menaces de complot et, finalement, coup d'Etat militaire en 2012. Chaque épisode de cette macabre série avait été précédé d'accusations ou de dénonciations par radio. Celle-ci est un moyen de communication privilégié dans un pays pauvre où la presse écrite ne circule pas hors de la capitale.

## En direct, sans contrôle

En Guinée-Bissau, la plupart des radios communautaires, régionales et nationales, pratiquent un dialogue direct avec les auditeurs et obtiennent une forte participation populaire. Mais sans contrôle préalable, ce qui donne lieu à des dérapages réguliers.

Avant la mort du président Nino Vieira, Radio Sol Mansi, émetteur catholique, a ainsi reçu dans ses studios de Mansôa – où est installée la principale base des forces armées – des appels téléphoniques en direct réclamant la mort du chef de l'Etat. Des radios communautaires locales reçoivent des appels d'auditeurs exigeant qu'un sort soit jeté contre l'is-

lam ou contre la religion catholique. Ou des menaces de massacre contre des secteurs économiques, des groupes ethniques.

## La radio, arme de guerre

L'idée d'utiliser la radio comme arme de guerre n'est pas nouvelle en Guinée-Bissau où colonisateurs portugais et indépendantistes en ont largement usé pour se combattre, de même que durant la guerre civile (1998-1999).

La majorité des radios dites communautaires ont démarré avec des projets de développement. A Bissau, Rádio Voz de Quelele – Quelele est un quartier de la capitale – est la plus ancienne et a commencé comme organe de l'ONG Acção para o Desenvolvimento (Action pour le développement). Elle a joué un rôle très positif pour combattre les épidémies. Elle est entrée en crise lorsque des musulmans (70% de la population bissau-guinéenne) en ont pris le contrôle, tournant le dos aux objectifs de développement pour prendre une orientation commerciale.

Car les problèmes ont commencé, pour plusieurs émetteurs, avec la fin du financement par la coopération et leur passage sous contrôle de cadres locaux ou de la diaspora bissau-guinéenne, qui les utilisent souvent comme source d'argent facile ou les mettent au service de mouvements politiques ou religieux non contrôlés.

On a ainsi vu à Tchalana, localité de Nord-Guinée où vivent des pasteurs peuls et des agriculteurs balantas, les radios Quinhamel, Bula et même Sol Mansi diffuser les menaces des seconds de tuer les troupeaux des premiers, accusés de ravager les champs. Ou l'ancien président de la République Kumba Yala, un Balanta, soutenir une intervention de la communauté internationale dans le pays lors d'émissions en portugais ou créole, mais la combattre dans les émissions en langue balanta. En 2009, les radios de la région balanta ont diffusé les diatribes de musulmans accusant les chrétiens d'être opposés à la candidature à la présidence de Malam Bacai Sanhá, un musulman balanta – finalement vainqueur de la présidentielle.

**Emetteurs religieux**

Radio Sol Mansi est nite de Mansôa. Sans éliminer la méfiance. le premier émetteur Ainsi, en 2012, l'émetteur a dû retirer de ses religieux de Guinée- bulletins d'information une nouvelle concer- Bissau, créé à Mansôa nant les crimes du groupe djihadiste Boko Haram au Nigeria. La censure demandée par en 2001, au lende- main de la guerre ci- viles, par un prêtre ethniques ou des actualités mettant en cause italien désireux des ressortissants d'une ethnie particulière. qu'"une voix com- batte la guerre". De- puis, elle s'est agran- die et a désormais une diffusion natio- nale; ce qui ne va pas sans créer des ten- sions. Pour les dépas- ser, la direction a dé- cidé d'attribuer une heure par se- maine à l'imam sun-

La Turquie, l'Egypte, le Maroc et le Soudan financent des émetteurs sunnites – Radio Coranica à Mansôa, une autre à Gabu, important carrefour commercial. Même si Radio Coranica combat les vaccinations d'enfants organisées avec l'appui des congrégations catholiques, pour le moment la paix règne entre les radios officiellement contrôlées par des structures religieuses. Mais il existe un projet de lancer une radio chiite à Bissau, financée par des commerçants libanais et syriens...

